



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRE AQUATIQUE LEPARRE MEDOC

10 place Maréchal Foch
33340 Lesparre-Médoc

Références : 2026-386
Code AIOT : 0100299955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement CENTRE AQUATIQUE LEPARRE MEDOC implanté 21 bis Route de Bordeaux 33340 Lesparre-Médoc . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection du centre aquatique de Lesparre Médoc a été réalisée le 30 septembre 2025 dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations à déclaration utilisant du chlore gazeux. Cette action visait à vérifier la conformité des installations à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

Suite à cette inspection, le centre aquatique de Lesparre Médoc a été mis en demeure par arrêté du 24 novembre 2025 de se mettre en conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE AQUATIQUE LEPARRE MEDOC
- 21 bis Route de Bordeaux 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100299955
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 26 octobre 2022 (n°récépissé A-2-NQADMIEFUW), le centre aquatique Aqua Medoc à Lesparre Medoc était soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore (numéro CAS 7782-50-5) pour une quantité susceptible d'être présente de 196 kg, soit 4 bouteilles de 49 kg.

L'exploitant a déclaré, en date du 16 décembre 2025, sa cessation d'activité pour le stockage de chlore gazeux (n°récépissé A-5-Z8T2HQ6CP).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection du 6 mai 2026, il a été constaté, dans le local de stockage des produits chimiques, l'absence de système de rétention sous les bidons d'acide ainsi que la présence de l'ancienne cuve de soude d'un m3, contenant encore 60 litres de produit.

L'exploitant a indiqué avoir commandé des bacs de rétention afin d'améliorer et de sécuriser le stockage d'acide.

L'inspection a rappelé la nécessité de mettre en place rapidement une rétention adaptée pour le stockage des bidons d'acide. Il a été recommandé à l'exploitant de procéder à la vidange de la cuve de soude inutilisée et à son inertage à l'eau, ainsi qu'à la mise en place d'une signalétique précisant l'état de la cuve afin d'éviter tout risque de mélange de produits incompatibles.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité stockage de chlore	AP de Mise en Demeure du 24/11/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 6 mai 2026 a permis de constater l'évacuation de l'ensemble des bouteilles de chlore et la modification du procédé de traitement des eaux de la piscine, désormais basé sur l'utilisation de granulés de chlore. Le centre aquatique de Lesparre Médoc ne relève donc plus de la réglementation relative aux installations classées.

En conséquence, l'arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2025 n'est plus applicable et peut être levé.

Toutefois, l'inspection a émis des recommandations concernant la mise en place d'une rétention adaptée pour le nouveau stockage des bidons d'acide, ainsi que la vidange et la neutralisation de l'ancienne cuve double enveloppe de soude.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité stockage de chlore

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : <p>Le Centre aquatique Aqua Medoc qui exploite une installation sur la commune de LESPARRÉ MEDOC est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants ; - arrêté ministériel du 17/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4710 ; :</p> <ul style="list-style-type: none">• Article 1.1.1 : « en réalisant une déclaration de modification sur le site <i>entreprendre.service-public.fr</i> ou en retirant les bouteilles excédentaires », dans un délai de 3 mois ;• Article 1.1.2: « en transmettant le rapport de contrôle périodique », dans un délai de 3 mois ;• Article 1.4 : « l'exploitant met en place un dossier comprenant l'ensemble des documents mentionnés à l'article 1.4 de l'arrêté du 17 décembre 2008 », dans un délai de 3 mois ;• Article 2.7 : « en transmettant le rapport de contrôle des installations électriques, mentionnant le risque de corrosion lié à la présence de chlore », dans un délai de 3 mois ;• Article 2.12 : « en évacuant les bouteilles non attachées ou en les sécurisant », dans un délai de 1 mois ;• Article 3.5 : « en s'assurant que l'état des stocks associés au plan de stockage est en permanence disponible en cas de besoin », dans un délai de 3 mois ;• Article 4.2 : « en mettant en place une organisation pour que les appareils respiratoires soient opérationnels », dans un délai de 3 mois ;• Article 4.3.1: « en justifiant de la mise en place d'un contrôle trimestriel des détecteurs chlore », dans un délai de 3 mois.• Article 4.8.1 : « en mettant en place des procédures et en appliquant celles existantes », dans un délai de 3 mois.• Article 4.10 : « en disposant d'une procédure d'isolement de fuite et de personnel formé », dans un délai de 3 mois et « en disposant d'une cloche de sécurité » dans un délai de 1 mois.
Constats : <p>Suite à l'inspection du 30 septembre 2025, l'exploitant a engagé une réflexion sur le traitement des eaux de la piscine. Compte tenu des exigences de surveillance, de maintenance et des coûts liés à l'exploitation d'un stockage de chlore gazeux, il a été décidé de modifier l'installation pour adopter un traitement à base de granulés de chlore. Les produits complémentaires de traitement ont également été modifiés, avec le passage d'une injection de soude à une injection d'acide. En conséquence, l'exploitant a déclaré, en date du 16 décembre 2025, la cessation définitive d'activité de son installation classée 4710 - stockage de chlore (n° récépissé A-5-Z8T2HQ6CP). Au cours de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des bouteilles de chlore avait été évacué du local technique (cf. planche photographique). Ces bouteilles ont été reprises par le fournisseur, la société Gazechim à Villenave d'Ornon.</p> <p>Les granulés d'hypochlorite de calcium (22 contenants de 25 kg) sont présents en faible quantité au regard des seuils des rubriques ICPE potentiellement en lien avec le chlore: 4510 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (20 tonnes), 4511 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (100 tonnes).</p>

Idem pour le stockage d'acide pH moins - acide sulfurique (15 bidons de 20 l).

Ainsi, l'arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2025 n'est plus applicable et peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure